

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 26 MARS 2009

Sous-Direction de l'Environnement

Bureau de l'environnement industriel

Affaire suivie par Ghislaine BENSEMHOUN  
☎ : 04 72 61 61 51  
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE COMPLEMENTAIRE

modifiant l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1991  
réglementant le fonctionnement de  
la carrière exploitée par la société G.M.R.T.  
lieu-dit "En Chalosset" à SAINT-MARCEL-L'ECLAIRÉ

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est  
Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 512-31;

VU l'arrêté préfectoral n° 1833-91 du 10 juillet 1991 autorisant la société des Carrières Léon MASSON et Cie, sise lieu-dit « Le Mortier » à PONTCHARRA-SUR-TURDINE, à exploiter une carrière à ciel ouvert, en terre ferme, de roche massive (andésite et granite), sur le territoire de la commune de SAINT-MARCEL-L'ECLAIRÉ, lieu-dit « En Chalosset », d'une superficie globale approximative de 3,1 ha, pour une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 février 1998 autorisant la société GRANULATS ET MATERIAUX DE REINS TRAMBOUZE ET TURDINE - G.M.R.T. - à se substituer à la société des Carrières Léon MASSON et Cie pour l'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune de SAINT-MARCEL-L'ECLAIRÉ, au lieu-dit « En Chalosset » ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mars 2007 imposant des prescriptions complémentaires à la société G.M.R.T. pour les opérations de remblayage à l'aide matériaux inertes réalisées sur son site de SAINT-MARCEL-L'ECLAIRÉ ;

../..

VU la déclaration en date du 7 octobre 2008, complétée le 24 novembre 2008, par laquelle la société G.M.R.T fait part de la mise à l'arrêt définitif des activités de la carrière qu'elle exploitait à SAINT-MARCEL-L'ECLAIRÉ, lieu-dit « En Chalosset » et propose les mesures de remise en état compte tenu de l'usage futur du site à savoir un usage industriel ;

VU le dossier annexé à la déclaration de cessation d'activités précitée ;

VU le rapport en date du 18 décembre 2008 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation spécialisée des carrières - exprimé dans sa séance du 27 février 2009 ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1991 susvisé prévoyait, après exploitation de la carrière de ST MARCEL-L'ECLAIRÉ, une remise en état compatible avec un usage naturel du site ;

CONSIDERANT que la société des AUTOROUTES DU SUD DE LA France - ASF - projette d'utiliser le site de la carrière de ST MARCEL-L'ECLAIRÉ comme base de chantier et site de stockage, transit et traitement de matériaux inertes issus des travaux qui seront conduits à proximité dans le cadre de la construction de la section Balbigny, La Tour-de-Salvagny de l'autoroute A89 ;

CONSIDERANT donc que l'usage futur du site devient un usage industriel ;

CONSIDERANT, en outre, que le dossier de demande d'autorisation présenté par la société ASF au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement prévoit, à l'issu de l'exploitation du site, un réaménagement en vue d'une intégration paysagère de façon à permettre un usage naturel ;

CONSIDERANT, de plus, que la société ASF a, de façon volontaire, pris des dispositions pour mettre en place des garanties financières pour la remise en état finale du site de ST MARCEL-L'ECLAIRÉ ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient de modifier les conditions de remise en état de la carrière exploitée par la société G.M.R.T. à ST MARCEL-L'ECLAIRÉ, cette modification visant à éviter les travaux de végétalisation des fronts et du carreau prévus par l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1991 précité ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement ;



SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE :

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1991 susvisé sont remplacées par celles figurant ci-après.

#### « ARTICLE 7 - Mesures de remise en état des terrains

Les mesures de remise en état seront conformes aux dispositions prévues dans l'étude d'impact du dossier initial de demande d'autorisation. Toutefois, la remise en état finale est réalisée conformément aux indications et plans du dossier de cessation d'activités transmis le 7 octobre 2008, complété le 24 novembre 2008.

##### 7.1. - Dès la notification de l'arrêté

La carrière est soustraite à la vision depuis la RD 38 E par un écran de végétation dense.

##### 7.2. - En cours d'exploitation

- le défrichage des terrains, le décapage et la conservation des terres de découverte ; le défrichage et le décapage seront réalisés par campagnes annuelles sur des bandes de 20 à 30 mètres de largeur et 40 à 50 mètres de longueur, en dehors de la période comprise entre les mois de mars et juin.
- la rectification des fronts de taille délaissés à une pente compatible avec la tenue des terrains, sans excéder 3/2 (3 de hauteur et 2 de base).
- la conservation des risbermes intermédiaires d'une largeur minimale de 5 mètres environ, tous les 15 mètres de hauteur environ, résultant de la méthode d'exploitation.

##### 7.3. - En fin d'exploitation

- la constitution, au pied du gradin inférieur, d'un cordon de matériaux de découverte servant de « piège à cailloux » susceptible d'arrêter les éboulis.
- la suppression des blocs de béton, le nettoyage des parcelles visées dans l'article 1<sup>er</sup> de tout matériel de chantier, tout dépôt de pièces métalliques.
- Le bassin de décantation des eaux pluviales est clôturé.
- L'accès à la carrière est condamné par un portail d'accès fermant à clef et comporte un panneau d'interdiction d'entrée.
- Les bâtiments et le pont bascule sont conservés.

##### 7.4. - Plans de remise en état :

Le site et sa topographie sont conformes au plan de masse et au plan en coupe situé en annexe. »

## ARTICLE 2 :

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-MARCEL-L'ECLAIRÉ, à la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône et à la préfecture du Rhône (Direction de la citoyenneté et de l'environnement - Bureau de l'environnement industriel) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

## ARTICLE 3 :

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

## ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-MARCEL-L'ECLAIRÉ, chargé de l'affichage prescrit à l'article 2 précité,
- au directeur régional de l'environnement,
- au directeur régional des affaires culturelles,
- au directeur départemental de l'équipement,
- directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme  
Le Secrétaire  
CHISLAIN EMMHOUN

Lyon, le 26 MARS 2009  
Le Préfet  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
René BIDAL

**ANNEXE :**

**PLAN DE REMISE EN ÉTAT**

**ET**

**PLAN DE TOPOGRAPHIE DU SITE**

Pour copie conforme  
La Secrétaire Administrative déléguée

Ghislaine BENSEMHOUN

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU 26 MARS 2009

LE PRÉFET.

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

René BIDAL



F2a

2011B7

1. <input type="checkbox"/> <b>Yes</b>	Is an easily altered and expandable
2. <input type="checkbox"/> <b>No</b>	1. Yes, it is possible to add modules to the application (5/2)
3. <input type="checkbox"/> <b>Yes</b>	2. Some are completely portable
4. <input type="checkbox"/> <b>No</b>	3. For the entire system

**FIRE**  
P.O. Box 100000, Dallas, TX 75210  
214/462-1000 • Fax: 214/462-1001  
E-mail: [fire@firearm.com](mailto:fire@firearm.com)

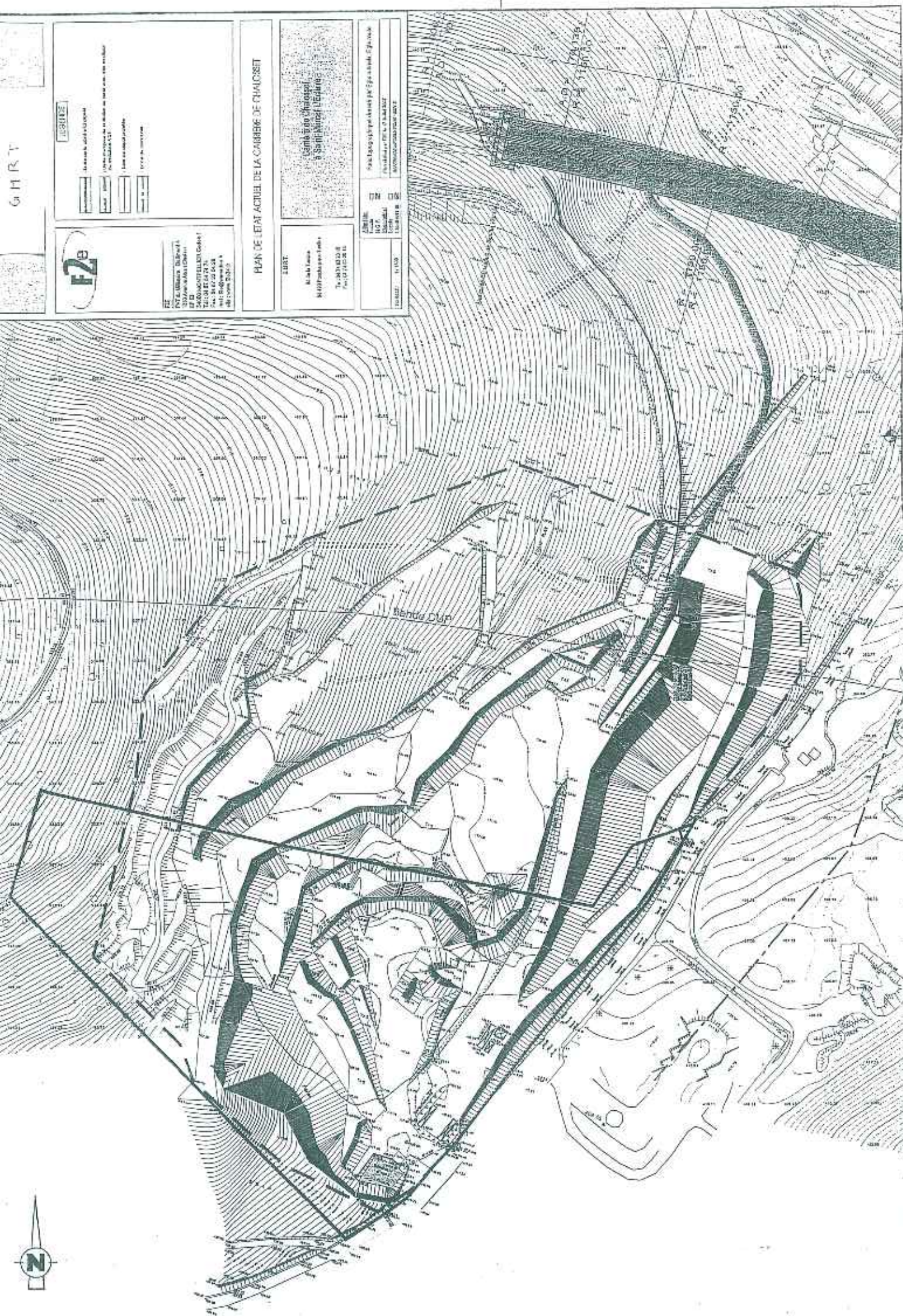
## PLAN DE L'ÉTAT ACTUEL DE LA CARRIÈRE DE QUALI-CRÉT

**IMPORT.**  
Miguel Yanes  
54109 Puntacana, P.R. 00986  
Tel.: (809) 821-1518  
Fax: (809) 821-3511

Cambridge University Press  
32 Avenue of the Americas, New York, NY 10013-2473, USA  
477 Williamstown Road, Port Melbourne, VIC 3207, Australia  
Ruiz de Alarcón 13, 28014 Madrid, Spain  
Dock House, The Waterfront, Cape Town 8001, South Africa

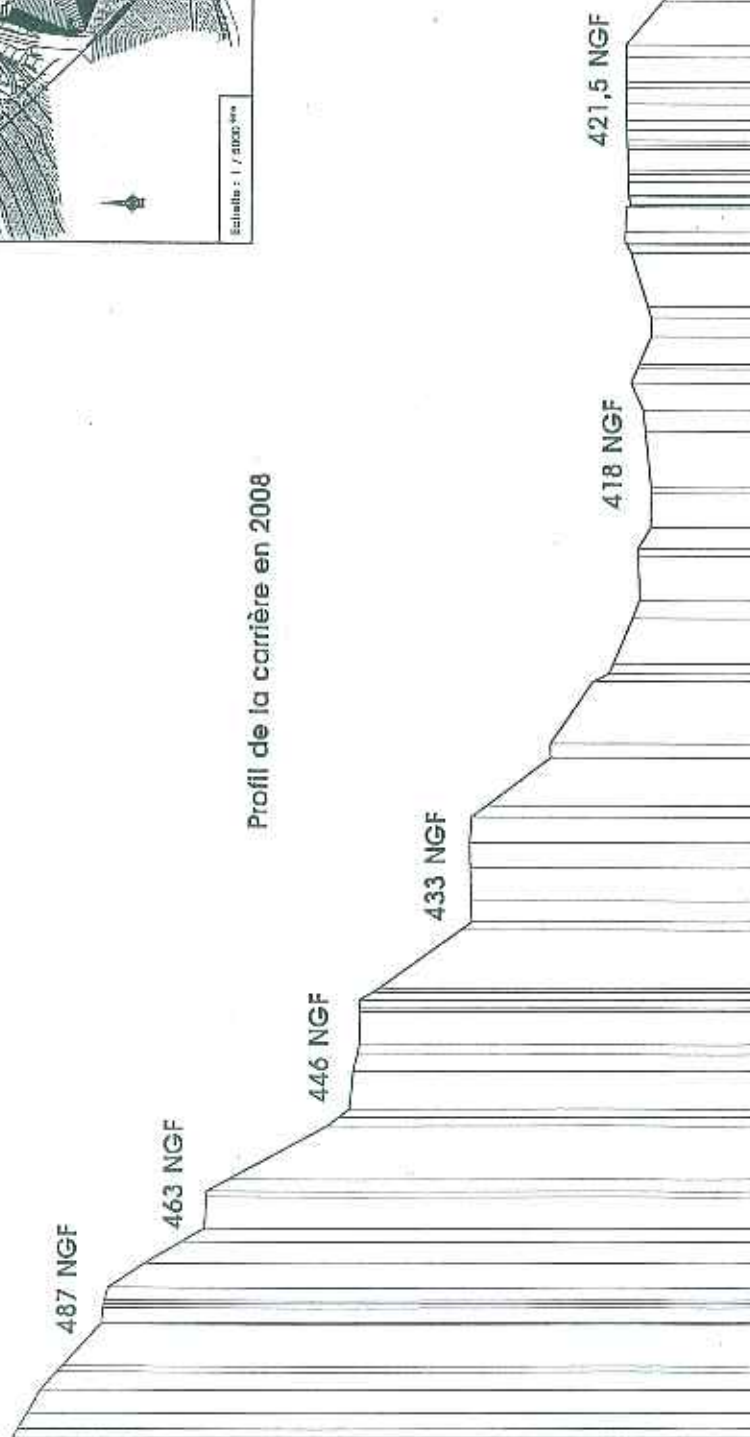
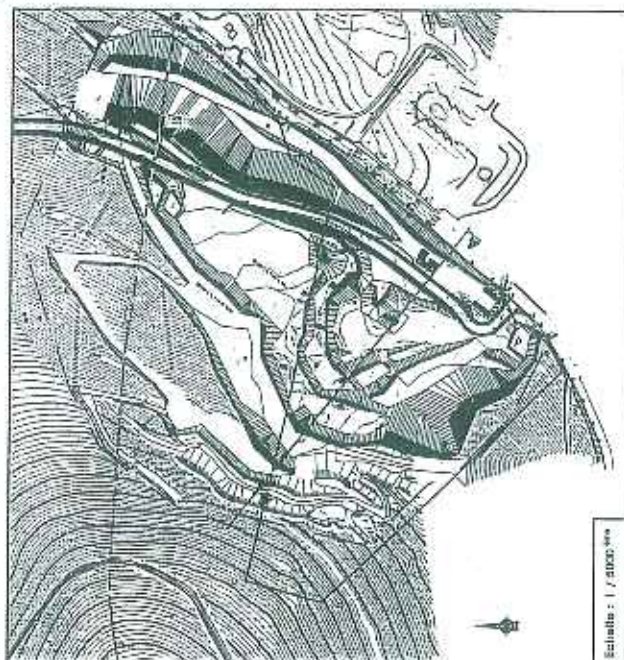
Source: *Engineering and Technology Board*.  
 Copyright © 2007 by the Engineering and Technology Board.  
 All rights reserved.

Age	1-10
Gender	
Height	
Weight	
Location	
Time of day	





**PROFILS DE LA CARRIERE EN 2008**  
**ECHELLE : ENVIRON 1 / 1200<sup>ème</sup>**



PG: 400.00 m

Altitudes (N)	Altitudes Projet
487	
463	
446	
433	
418	
421,5	

Echelle : environ 1 / 1200<sup>ème</sup>

